

A/R

Centre de Recherche en Finances
Publiques et Développement Local



Coordination Nationale

Kinshasa, le 07 FEV 2025

République Démocratique du Congo	
PRIMATURE	
Courrier reçu:	07 FEV 2025
Sous le n°:	25 04 363
Heure:	
Paraphe:	

N/R/004/CN/MDV/2025

LETTRE OUVERTE
A
MADAME LA PREMIÈRE
MINISTRE DE LA RD CONGO

Objet : Proposition d'une feuille de route pour la réduction du train de vie des Institutions

Excellence Madame la Première Ministre,

La République Démocratiques du Congo traverse des moments difficiles suite à la guerre d'agression imposée par le Rwanda. Cette situation vient également aggraver la crise humanitaire qui touche actuellement la province du Nord Kivu, en raison de l'occupation de la ville de Goma après affrontements entre les Forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et les Wazalendo d'une part, et l'armée rwandaise. D'après le bilan dressé par l'Organisation des Nations Unies, ces affrontements ont causé à ce jour, près de 3.000 morts. Ainsi, CREFDL fait des propositions suivantes pour assurer l'intégrité du territoire national:

1. Nécessité d'un budget à la hauteur de la situation

Pour le Centre de Recherche en Finances Publiques et Développement Local, cette agression n'est que le résultat de la convoitise par les pays voisins des ressources naturelles que regorge la RDC. Le Nord Kivu par exemple dispose de 60% des réserves mondiales du coltan. En 2019, 40 % de l'offre mondiale de coltan a été produite en RDC. En raison de sa capacité particulière à stocker et à libérer l'énergie électrique, ce minerai est utilisé dans les téléphones mobiles, les ordinateurs portables et d'autres appareils. Avec le développement de la technologie 5G, la demande de coltan congolais va augmenter. Mais ceci n'est pas une bonne nouvelle pour tout le monde en RDC.

Dans un rapport publié en décembre 2024, un groupe d'experts de l'ONU sur la RDC avait déjà révélé que les groupes armés installés dans la partie Est du pays se financent principalement depuis plusieurs mois grâce au coltan exporté frauduleusement vers le Rwanda¹.

¹ Rapport à mi-parcours du Groupe d'experts de l'ONU sur la République démocratique du Congo, p.2

Madame la Première Ministre,

Cette situation nécessite le renforcement de la défense nationale. La RDC ne peut pas disposer autant des richesses et avoir une armée qui n'est pas en mesure de faire face à toute forme de velléité. CREFDL soutient la réduction du train des institutions annoncée par le Gouvernement afin d'orienter plus des revenus vers les opérations militaires. CREFDL saisit cette opportunité pour vous proposer une stratégie qui vous permettra de capter 1 milliard \$. Pour y arriver, des coupes budgétaires sont nécessaires au niveau des dépenses des *indemnités kilométriques, fonds spécial d'intervention, les frais de voyages, les rémunérations du personnel politique, (...)*. La baisse du budget de certaines institutions, qui ont triplé ou doublé leurs crédits entre 2020 et 2025 est également urgente. Le budget du Sénat par exemple est passé de 52 millions en 2020² à 94 millions \$ en 2025, celui de la Présidence de la République de 152 millions \$ à 303 millions \$, de la Primature de 30 millions \$ à 68 millions \$. Le tableau ci-après revient sur les options que propose CREFDL pour opérer des coupes budgétaires dans le cadre d'exécution du budget 2025:

Tableau : Coupe budgétaire à opérer pour financer l'armée en FC

FONDS SPÉCIAL D'INTERVENTION			
CODE	INSTITUTION/MINISTÈRE	Montants en Francs congolais	%
10	PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE	41 583 808 289	11,76
11	PRIMATURE	9 793 096 373	2,77
12	VICE-PRIMATURES	11 500 000 000	3,25
15	CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX	6 750 000 000	1,91
16	ASSEMBLEE NATIONALE	164 975 368 415	46,64
17	SÉNAT	61 142 400 000	17,28
20	POUVOIR JUDICIAIRE	35 442 766 168	10,02
21	SECRETARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT	4 837 660 032	1,37
76	COMITÉ NATIONAL DE SUIVI DE L'ACCORD DE LA St SYLVESTRE	7 000 000 000	1,98
77	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	4 125 775 034	1,17
79	CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA RÉPUBLIQUE	2 980 120 213	0,84
85	COUR DES COMPTES	2 000 000 000	0,57
93	OPPOSITION POLITIQUE	1 600 000 000	0,45
TOTAL		353 730 994 524	100,00
CODE	INSTITUTIONS/MINISTERES : FRAIS SECRETS DE RECHERCHE	Crédits accordés	%
10	PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE	30 626 485 238	27,63
11	PRIMATURE	1 790 577 929	1,62
15	CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX	3 321 870 040	3,03
20	POUVOIR JUDICIAIRE	23 246 003 829	20,97
76	COMITÉ NATIONAL DE SUIVI DE L'ACCORD DE LA St SYLVESTRE	2 500 000 000	2,26
80	CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMMUNICATION	2 273 346 826	2,05
81	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	3 993 837 391	3,6
85	COUR DES COMPTES	724 544 450	0,65
20	AFFAIRES ÉTRANGÈRES	155 000 000	0,14
21	JUSTICE	1 220 433 805	0,01

² Ministère du Budget, Loi de finances, exercice 2020

2 M

TOTAL		69 852 099 508	
INSTITUTIONS/MINISTERES (RÉDUCTION DU BUDGET)		Montant	%
	PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE	171 078 345 059	8,85
	PRIMATURE	36 684 742 359	1,90
	SÉNAT	119 372 186 799	6,17
	ASSEMBLÉE NATIONALE	171 209 387 921	8,85
	PROVINCES	1 435 660 280 606	74,23
TOTAL		1 934 004 942 744	100,00
	Total Général en Franc congolais	2 357 588 036 776	
	Total en USD (1 USD =2.954,4 taux budgétaire 2025)	812 961 391	
	Masse salariale du personnel politique à geler pour trois mois en USD	286 500 000	
	Fonds à orienter aux opérations militaires	1 099 461 391	

2. Renforcement du contrôle des dépenses exceptionnelles

CREFDL rappelle que le budget de l'armée a connu une évolution significative au cours des deux dernières années. D'après les rapports de la reddition des comptes exercices 2022 et 2023, les paiements en faveur des opérations militaires ont atteint 2 milliards \$. Le budget 2025 accorde un crédit de 1,1 milliard \$ à ces besoins, soit 7% des dépenses publiques. Des nouvelles économies budgétaires pourraient encore accroître les crédits alloués à la défense nationale. CREFDL souhaite attirer votre attention sur la nécessité de renforcer les mécanismes de lutte contre la corruption et le détournement de denier publics. Pour ce faire, l'Inspection générale des FARDC devrait bénéficier d'une attention particulière pour améliorer la qualité et l'efficacité des dépenses militaires. Ainsi, le collectif budgétaire en cours d'élaboration devrait accroître les fonds affectés aux missions de contrôle.

La commission défense et sécurité de l'Assemblée Nationale tout comme celle du Sénat, ont un rôle à jouer pendant cette période où le pays traverse un moment critique. La Cour des Comptes et l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ont également doivent s'assurer de la bonne utilisation de ces fonds.

Valery MADIANGA

Coordonnateur national

